

RENCONTRES REGIONALES POUR L'AVENIR DE L'**AGROALIMENTAIRE** ET DU **BOIS**

Atelier thématique n°2 :

Thèmes - « Exportation,
approvisionnement en matières
premières, relations amont-aval,
contractualisation, santé et qualité des
produits »

Introduction: objectifs et cadre général (1/2)

ATELIERS REGIONAUX THEMATIQUES

☐ Objectifs généraux

Mobiliser l'ensemble des acteurs de l'agroalimentaire dans les territoires

Contribuer au redressement productif en **stimulant** durablement le développement et la compétitivité du secteur

☐ Leviers de conduite de la réflexion: 7 thèmes de travail, dont 3 obligatoires*

Attentes des consommateurs, qualité et traçabilité des produits, proximité de la production

Innovation, recherche et développement, propriété intellectuelle

Projets d'entreprises, accès aux financements publics et privés

*Emploi, attractivité des métiers, conditions de travail, formations initiale et continue

*Stratégies d'exportation, promotion des produits

Attentes de la société, enjeux environnementaux et pratiques agro-industrielles

*Stratégies collectives, projets collaboratifs, relations commerciales entre acteurs

D'autres thèmes peuvent être proposés localement puis traités

☐ Objectif opérationnel

Etre **pragmatique** – Formuler des propositions opérationnelles destinées à nourrir un plan d'actions national concerté, à finaliser pour mai, dans la perspective de la « Loi d'avenir » prévue pour mi 2013.

Constitution du groupe

☐ Membres

Katy LARGEN- COMIA, Alain MARRAUD-DES-GROTTEs - Antilles Glaces, Roselyne JOACHIM - Chambre d'Agriculture, Anne PALANDRI-JOST et Muriel PALANDRI – DATEX, Philippe ARDON – AFD/OSEO, Philippe VOURCH – DENEL SA, Katia ROCHEFORT – PARM, Celia GARNIER et Yann CHALONNO – SERVICHEF, Béatrice BAZIN – LPA du ROBERT, Isabelle CERLAND – CBDF SAS – SICA Château Gaillard, Pascale RONDEL et Daniel PLISSONNEAU - GIE MHM, Saïda KARRAMKAN et Thierry LAUZZA – INOVAGRO, Richard CRESTOR-AMPI, Claudine NEISSON-VERNANT – distillerie SDAORAM, Christian CHABRIER – CIRAD/PRAM, Patrick QUENEHERVE – IRD/PRAM, Marei-Amélie DES GROTTEs – SICA Château Gaillard, Alain LINERY – COOPMAR, Jean-Claude GABRIEL CALIXTE – COOPMAR, Hélène GRESSIER – ASSAUPAMAR, Régine LEBEL- MELOIS – Conseil Régional, André LAVIOLETTE – IMAFLHOR, Jean-Claude BENOIT – CODERUM/distillerie SAINT JAMES, DAAF: Sabine HOFFERER, Anny TANASI, Lucile VANTARD, Andréas SEILER, Yannis THEAU, Philippe TERRIEUX, Pierre GAUTHIER.

☐ Industriel pilote: Philippe VOURCH,
Directeur de la SAS DENEL

☐ Rapporteur: DAAF

☐ Secrétaire: DAAF

Calendrier des réunions de travail

☐ Date 1: 26 Février 2013

Adresse lieu 1: DAAF

☐ Date 2: 5 mars 2013

Adresse lieu 2: DAAF

Cadrage du thème de travail: périmètre et définition

☐ Périmètre et définition du thème

Comment peut-on faciliter les exportations agroalimentaires françaises vers les pays tiers et diversifier les marchés, dans un contexte où ces exportations sont centrées sur une quinzaine de pays et où les six premiers clients sont européens?

Quelles sont les actions d'appui à l'export les mieux adaptées? Par exemple, doit on financer les actions de promotion à destination des exportateurs déjà implantés à l'étranger ou faciliter l'arrivée de nouvelles entreprises sur les marchés d'exportation?

Quels sont les couples pays-produits prioritaires pour les principales filières agricoles et agroalimentaires à l'export?

La répercussion des hausses de prix doit-elle obéir à une logique de construction de tarifs en fonction des coûts ou résulter d'un accord contractuel?

Comment les pouvoirs publics peuvent-ils améliorer les dispositifs de régulation du marché, notamment dans le cadre de la réforme de la PAC? Comment améliorer la mise en œuvre des outils publics communautaires existants, quels outils de gestion du risque peuvent-ils en outre être mis en place?

Est-il encore possible de créer de la valeur ajoutée au sein des filières, ou doit-on considérer celle-ci comme une quantité figée dont la répartition procède du rapport de forces entre les acteurs?

Y a-t-il un juste prix de l'alimentation qui puisse concilier le pouvoir d'achat du consommateur et une rémunération équitable des maillons des filières?

Quelles négociations inter professionnelles sont possibles sur les questions de valeur ajoutée des produits, au sein des filières, dans le respect du droit et sous la contrainte d'un pouvoir d'achat du consommateur qui tend à stagner?

Quelle complémentarité entre approvisionnements d'origine locale et importée? Comment fiabiliser l'approvisionnement en produits agricoles locaux?

Comment réduire/réguler les coûts d'approvisionnement en emballages et autres approvisionnements?

Cadrage du thème de travail: périmètre et définition

Appuis existants

Etudes, rapports, actions collectives, dispositifs...

- Etude INOVAGRO – PARM – CCIM – Technopole 2011: besoins des entreprises de la grappe INOVAGRO

- Propositions Conférence économique et sociale des outre mer – préfecture Martinique 29 et 30 octobre 2012, tables rondes « Environnement de l'entreprise et innovation », « Financement de l'entreprise et accès aux marchés » et « Agriculture, pêche, forêt »

Constat et analyse des enjeux - Synergies

☐ Constat général et analyse des défis et enjeux actuels et à venir pour l'industrie agroalimentaire régionale et française, au regard du thème choisi

Voir diaporama « pamorama des IAA en martinique » (AFOM), les principaux enjeux:

- développer la disponibilité des matières premières agricoles et fournitures, à des prix compétitifs
- développer des produits répondant aux nouveaux styles de consommation, et à l'évolution démographique, aux objectifs de santé de la population
- adapter les outils de transformation et les process au contexte local,
- faciliter l'accès aux financements pour la modernisation de l'appareil de production et l'innovation,
- structurer le tissu économique autour des filières,
- développer le niveau de qualification des salariés.

☐ Interactions et synergies éventuelles avec d'autres ateliers régionaux thématiques

atelier 1 - Attentes des consommateurs, innovation, financement, promotion et actions collectives

atelier 3 - métiers, formation;

Proposition d'actions

Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau national

Favoriser l'export

Mettre en place des dispositifs financiers et de partenariats structurants pour la promotion des productions locales

Développer les dispositifs d'aide à la mise en marché dans le cadre de prospection sur de nouveaux marchés : frais de référencement pour des essais, garantie assurance prospection

Faciliter l'accès aux matières premières

Permettre l'accès au RSA dans le cas de ré-export des produits

Rendre l'aide au transport régional éligible sur les produits de première transformation et l'étendre aux échanges avec la réunion afin d'encourager les échanges inter-dom sur les matières premières

Contractualisation/ Relations amont/aval

Nécessité d'adapter le dispositif de contractualisation entre les producteurs et les transformateurs afin de permettre :

ü d'absorber avec réactivité les surproductions agricoles,

ü permettre aux TPE qui s'approvisionnent auprès des producteurs hors OP pour des productions locales spécifiques (exemple de l'abricot pays) de bénéficier des aides POSEI

Maintenir la qualité sanitaire des produits :

Favoriser l'approvisionnement en matériel végétal avec les garanties sanitaires adéquates

Proposition d'actions

☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau régional

Favoriser l'export

Favoriser la connaissance de marchés d'export, et notamment caribéens : appui des Missions économiques des ambassade, et d'UBIFRANCE

Favoriser la présence des IAA Martiniquaise sur les salons internationaux (SIAL en particulier)

Faciliter l'accès aux matières premières

Faciliter l'accès à la connaissance des dispositifs d'aides existant ainsi qu'à la réglementation en vigueur pour les très petites entreprises

Favoriser l'intégration des productions des TPE sur les réseaux de distribution de proximité, sur le marché de la restauration collective et en GMS.

Limiter les surcoûts liés à l'import en étudiant les pistes de mutualisation des achats (cf. exemple de la grappe Innovagro)

Relations amont-aval / contractualisation

Renforcer la structuration des filières afin :

- de planifier et d'anticiper les productions à venir;*
- d'analyser l'opportunité technico-économique de développer telle ou telle spéculation.*

Proposition d'actions

☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau régional

Maintenir la qualité sanitaire des produits

*Étudier les opportunités de développer des productions favorables pour la santé : produits amyliacés (légumes pays)
, valorisation des plantes à parfum aromatiques et médicinales (compléments alimentaires...)*

Trame de fiche-action

ACTION: *Nature* (nationale/régionale); *Descriptif* du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); *Durée* et *calendrier* de mise en œuvre.

OBJECTIF: Quel *impact* recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; *Coherence* de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du *niveau de priorité* de l'action.

SYNERGIES: *Liens* avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; *Interaction* avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité *d'ouverture* de l'action à d'autres secteurs; Possibilité *d'expérimentation* dans la région (si action de niveau national).

CIBLE ET PARTICIPANTS: *Cible* envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); *Acteurs* impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).

COUT PREVISIONNEL: Liste et *montants indicatifs* des dépenses prévues; Pistes de *financements privés*; Modalités financières d'intervention *publique*.

Proposition d'action n° [Numéro de l'action]

ACTION 1 : Nationale/régionale

Développer les dispositifs de promotion et d'aide à la mise en marché dans le cadre de prospection sur de nouveaux marchés : frais de référencement pour des essais, garantie assurance prospection

Sous-action 1:

*Identification de l'ensemble des dispositifs d'aide à la promotion et à la prospection disponibles (FEADER, OSEO, Région, Ubifrance ...) afin de réaliser un document mutualisant l'ensemble de ces dispositifs, à destination des IAA. **Calendrier : 2013***

Sous-action 2:

Intégrer ces problématiques au sein des travaux d'élaboration des prochains programmes 2014-2020 en cours

Calendrier : 2013

OBJECTIF: L'objectif est de renforcer les structures locales dans leur démarche de promotion et d'aide à la mise en marché de leur production sur des segments exports. Cela passe par une meilleure connaissance des dispositifs d'appui déjà existants et d'étudier la possibilité d'en créer d'autres.

CIBLE ET PARTICIPANTS: L'ensemble des IAA qui souhaitent développer une stratégie export.

COUT FINANCIER : à identifier

ACTION 2 Nationale/régionale

Nécessité d'adapter le dispositif de contractualisation entre les producteurs et les transformateurs afin de permettre d'absorber avec réactivité les surproductions agricoles et permettre aux TPE qui s'approvisionnent auprès des producteurs hors OP pour des productions locales spécifiques (exemple de l'abricot pays) de bénéficier des aides POSEI

Sous-action 1:

*Identifier les productions locales dont l'approvisionnement via une OP pose problème **Calendrier : 2013***

Sous-action 2:

Formuler une demande de modification POSEI associée

Calendrier : 1er semestre 2014

OBJECTIF: L'objectif est d'identifier les productions qui ne sont actuellement pas commercialisées via des OP mais qui sont pour autant utilisée par des IAA afin de proposer que les producteurs et/ou les transformateurs puissent néanmoins bénéficier d'aide à la commercialisation et /ou transformation pour ces produits.

CIBLE ET PARTICIPANTS: Producteurs et transformateurs concernés

COUT FINANCIER : à identifier en fonction des volumes de production concernés

ACTION 3 : Nationale/régionale

Permettre l'accès au régime spécifique d'approvisionnement dans le cas de ré-export des produits.

Sous-action 1:

Identifier les volumes potentiellement concernés et les montants associés **Calendrier : 2013**

Sous-action 2:

Formuler une demande de modification POSEI associée.

Calendrier : 1er semestre 2014

OBJECTIF: L'objectif est d'identifier les quantités de produits bénéficiant du régime spécifique d'approvisionnement mais qui doit être reversé en cas de réexport du produit transformé et de proposer l'accès au RSA à ces productions.

CIBLE ET PARTICIPANTS: Producteurs et transformateurs concernés

COÛT FINANCIER : à identifier en fonction des volumes de production concernés

ACTION 4 : Régionale

Renforcer la structuration des filières de diversification végétale afin de planifier et d'anticiper les productions à venir et d'analyser l'opportunité technico-économique de développer telle ou telle spéculation.

Sous-action 1:

*Valoriser et prolonger les travaux réalisés au sein de l'IMAFLHOR concernant la mise en œuvre d'un outil de suivi et de planification des production à l'échelle de la filière fruits et légumes (bourse aux fruits et légumes) **Calendrier : 2013***

Sous-action 2:

Poursuivre les travaux de mise en œuvre de l'observatoire des fruits et légumes réalisés par l'IMAFLHOR

Calendrier : 2013

OBJECTIF: L'objectif est d'améliorer la connaissance et la planification des productions locales de diversification afin notamment d'adapter les fonctionnement des outils industriels de transformation qui les valorisent.

SYNERGIE : Travaux en cours concernant la mise en œuvre d'une plateforme logistique de mutualisation de la production de fruits et légumes;

CIBLE ET PARTICIPANTS: IMAFLHOR, OP , transformateurs